

Annex B.

POUR ne pas retarder plus longuement notre réponse à Lord Halifax, je me suis borné à y traiter la question de la rupture diplomatique, et j'ai laissé de côté celle de l'initiative de cette mesure.

Cette seconde question est d'ailleurs touchée dans la lettre même de Lord Halifax lorsqu'il dit que Sir Ronald Campbell n'a quitté Bordeaux qu'après avoir su que cette ville se trouverait en zone occupée.

Cette allusion au départ de l'Ambassadeur me fournit l'occasion d'en préciser les conditions et d'établir que c'est le Gouvernement britannique qui a pris en fait l'initiative de rompre les relations diplomatiques avec nous.

Sir Ronald Campbell a su en effet que Bordeaux serait compris dans la zone occupée par les Allemands. Il a su également que l'occupation n'aurait lieu ni avant que fussent terminées les négociations mêmes de l'armistice, ni avant que le Gouvernement français eût quitté la ville pour fixer ailleurs sa résidence. Il a su enfin que la zone libre où le Gouvernement français établirait son nouveau siège temporaire disposerait d'une frontière commune avec un pays neutre, lui-même limitrophe d'un pays ami de la Grande-Bretagne : le Portugal.

L'Ambassadeur d'Angleterre, à la disposition de qui un torpilleur britannique avait été mis à cet effet, n'en a pas moins quitté Bordeaux avant même que l'armistice fût devenu définitif et il a emmené avec lui la totalité de son personnel, sans même laisser un Chargé d'Affaires, ni même le moindre agent de liaison. Qui plus est, il s'est également fait accompagner du Ministre canadien et du Ministre de l'Afrique du Sud qui ne nous ont pas caché qu'ils nous quittaient à cette heure tragique avec un véritable serrement de cœur.

Comme ce départ précipité et général n'a pu avoir lieu sans (instructions) du Foreign Office, il en résulte bien que c'est le Gouvernement britannique qui a pris l'initiative de rompre en fait les relations diplomatiques avec nous. Ce n'est pas sans regret que nous l'avons alors constaté et nous avons pourtant maintenu notre ambassade à Londres jusqu'aux douloureux incidents qui nous ont obligé à la fermer.

Cependant, d'autres pays en guerre avec l'Allemagne (la Hollande, la Belgique, la Norvège, la Pologne) conservaient une représentation diplomatique auprès de nous.

*Le 15 juillet 1940.*

(Translation.)

IN order not to delay our reply to Viscount Halifax any longer, I have limited myself to treating in it the question of the breaking off of diplomatic relations, and I have left on one side the question of the initiation of this measure.

This second question is, in any case, touched upon in the very letter from Lord Halifax, in which he says that Sir Ronald Campbell only left Bordeaux after having known that that town would lie in occupied territory.

This allusion to the departure of the Ambassador provides me with an opportunity to describe the conditions in which it took place and to establish that it was His Majesty's Government who, in fact, took the initiative in breaking off diplomatic relations with us.

Sir Ronald Campbell knew, in fact, that Bordeaux would be included in the territory occupied by the Germans. He knew, likewise, that the occupation would not take place either before the armistice negotiations themselves were concluded or before the French Government had left the town in order to establish its seat elsewhere. He knew, finally, that the free territory in which the French Government would set up its new and temporary place of residence would have a common frontier with a neutral country which would be in turn one bordering on a country friendly to Great Britain—Portugal.

The British Ambassador, at whose disposal a British destroyer had been put with this end in view, nevertheless left Bordeaux even before the armistice had come into effect, and he took with him his entire staff without leaving a chargé d'affaires nor even a single liaison officer. What is more, he caused himself to be accompanied both by the Canadian and South African Ministers, who did not